GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

COMMUNIQUE DE PRESSE

Secrétariat du GIABA, Dakar, Sénégal. – 18 juin 2024 * Email : secretariat@giaba.org *- Site Internet : ww.giaba.org

PREMIERE EDITION DE L' ATELIER REGIONAL DE FORMATION SUR LES RISQUES DE BLANCHIMENT DE CAPITAUX LIES AUX MARCHES PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS AU GIABA ET AUX ETATS MEMBRES

Le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) a organisé, du 3 au 7 juin 2024, un atelier régional de formation sur les risques de blanchiment de capitaux liés aux marchés publics dans les États membres.

A l'issue des cinq (05) jours de travaux, les participants ont, entre autres, recommandé au GIABA d'envisager de mener, en collaboration avec les responsables de passation de marchés des Etats membres, une étude de typologies sur les risques de blanchiment de capitaux liés à l'utilisation abusive des systèmes de passation des marchés publics en Afrique de l'Ouest. Le GIABA devrait également fournir un appui financier et technique à tous ses États membres au niveau national pour qu'ils procèdent en temps voulu à des évaluations spécifiques des risques liés à l'utilisation abusive des marchés publics à des fins de blanchiment de capitaux.

Aux Etats membres, les participants ont recommandé la numérisation de l'ensemble du processus de passation des marchés publics et des systèmes de gestion des finances publiques afin de garantir la transparence, la responsabilité et d'atténuer les risques liés au processus de passation des marchés. Ils ont aussi suggéré que les Etats membres veillent à ce que les autorités chargées des marchés publics soient incluses dans les comités interministériels ou les mécanismes nationaux de coopération en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et le financement de la prolifération (LBC/FT&P).

Cette rencontre, la première du genre organisée par le GIABA a pour objectifs de doter les responsables des marchés publics de compétences nécessaires à l'évaluation et au suivi des risques

de corruption et de blanchiment de capitaux dans les marchés publics. Elle a également été une plateforme idéale pour discuter et partager les connaissances et expériences sur les menaces et vulnérabilités en matière de blanchiment de capitaux associées aux marchés publics dans leurs pays, d'examiner les cadres existants, d'identifier les bonnes pratiques et d'acquérir des connaissances sur l'utilisation efficace des exigences de LBC/FT pour lutter contre la fraude, la corruption et l'évasion fiscale dans le secteur des marchés publics.

Des présentations thématiques sur le processus d'évaluation des risques dans le secteur des marchés publics, le lien entre le blanchiment de capitaux et la fraude dans les marchés publics, les recommandations du GAFI sur les exigences relatives aux personnes politiquement exposées (PPE) et aux bénéficiaires effectifs (BE), etc, ont permis aux participants de faire des exercices de groupe, de partager leurs expériences et d'échanger sur les défis liés à leur métier. Ils ont pu explorer la meilleure façon d'élaborer et de mettre en œuvre une approche fondée sur les risques afin de les atténuer efficacement.

Pour rappel, la quarantaine de participants à cet atelier régional est issue des services de passation des marchés publics, des cellules de renseignements financiers (CRF), des services de détection et de répression, des services nationaux de contrôle et des autorités de poursuites pénales chargées de la répression des infractions liées aux marchés publics.

SECRETARIAT DU GIABA